E 4402

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2008-2009

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 3 avril 2009

Annexe au procès-verbal de la séance
du 3 avril 2009

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Proposition de virement de crédits n° DEC 4/2009 - Section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2009 (DNO).

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 31 mars 2009 (01.04)
(OR. en)

7852/09

FIN 90

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Madame Dalia GRYBAUSKAITE, membre de la Commission européenne
Date de réception:	31 mars 2009
Destinataire:	Monsieur Miroslav KALOUSEK, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 4/2009 - Section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2009 (DNO)

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC4/2009.

_____

p.j. : DEC4/2009

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

BUDG/A7/2009/D/1614

BRUXELLES, LE 20/03/2009

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2009
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 03, 04, 05, 06, 0 7, 08, 09, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 31

VIREMENT DE CRÉDITS N° **DEC 04/2009**

DÉPENSES NON OBLIGATOIRES

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 40 01 RÉSERVES POUR LES DÉPE NSES ADMINISTRATIVES		
ARTICLE 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires économiques et financières»	CND	- 728 465
ARTICLE 02 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Entreprises»	CND	- 998 523
ARTICLE 03 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Concurrence»	CND	- 1 063 614
ARTICLE 04 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Emploi et affaires sociales»	CND	- 905 734
ARTICLE 05 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Agriculture et développement rural»	CND	- 1 409 843
ARTICLE 06 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Énergie et transports»	CND	- 1 268 582
ARTICLE 07 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Environnement»	CND	- 858 647
ARTICLE 08 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Recherche»	CND	- 134 337
ARTICLE 09 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Société de l'information et médias»	CND	- 588 589
ARTICLE 11 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»	CND	- 422 399
ARTICLE 12 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Marché intérieur»	CND	- 643 985
ARTICLE 13 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Politique régionale»	CND	- 833 718
ARTICLE 14 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Fiscalité et union douanière»	CND	- 617 672
ARTICLE 15 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Éducation et culture»	CND	- 699 382

POSTE 16 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Communication»: siège	CND	- 740 929
ARTICLE 17 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»	CND	- 1 055 305
ARTICLE 18 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice»	CND	- 711 846
POSTE 19 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité des directions générales «Relations extérieures»	CND	- 1 335 057
POSTE 20 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale du commerce	CND	- 664 759
POSTE 21 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité des directions générales du développement	CND	- 812 945
POSTE 22 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale de l'élargissement	CND	- 342 074
ARTICLE 23 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Aide humanitaire»	CND	- 231 281
POSTE 25 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»	CND	- 1 966 578
ARTICLE 26 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Administration de la Commission»	CND	- 1 510 942
ARTICLE 27 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Budget»	CND	- 592 743
ARTICLE 28 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Audit»	CND	- 121 872
ARTICLE 29 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Statistiques»	CND	- 887 730
ARTICLE 31 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Services linguistiques»	CND	- 4 449 729

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE – 01 01 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» ARTICLE – 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires économiques et financières»	CND	728 465
AU CHAPITRE – 02 01 Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» ARTICLE – 02 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Entreprises»	CND	998 523
AU CHAPITRE – 03 01 Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence» ARTICLE – 03 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Concurrence»	CND	1 063 614
AU CHAPITRE – 04 01 Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» ARTICLE – 04 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Emploi et affaires sociales»	CND	905 734
AU CHAPITRE – 05 01 Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» ARTICLE – 05 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Agriculture et développement rural»	CND	1 409 843

AU CHAPITRE – 06 01 Dépenses administratives du domaine politique «É nergie et transports» ARTICLE – 06 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Énergie et transports»	CND	1 268 582
AU CHAPITRE – 07 01 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement» ARTICLE – 07 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Environnement»	CND	858 647
AU CHAPITRE – 08 01 Dépenses administratives du domaine politique «Recherche» ARTICLE – 08 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domain e politique «Recherche»	CND	134 337
AU CHAPITRE – 09 01 Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias» ARTICLE – 09 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Société de l'information et médias»	CND	588 589
AU CHAPITRE – 11 01 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche» ARTICLE – 11 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»	CND	422 399
AU CHAPITRE – 12 01 Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur» ARTICLE – 12 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Marché intérieur»	CND	643 985
AU CHAPITRE – 13 01 Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale» ARTICLE – 13 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Politique régionale»	CND	833 718
AU CHAPITRE – 14 01 Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité e t union douanière» ARTICLE – 14 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Fiscalité et union douanière»	CND	617 672
AU CHAPITRE – 15 01 Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture» ARTICLE – 15 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Éducation et culture»	CND	699 382
AU CHAPITRE – 16 01 Dépenses administratives du domaine politique «Communication» POSTE – 16 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Communication»: siège	CND	740 929
AU CHAPITRE – 17 01 Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs» ARTICLE – 17 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domain e politique «Santé et protection des consommateurs»	CND	1 055 305
AU CHAPITRE – 18 01 Dépenses administratives du domaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice» ARTICLE – 18 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du d omaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice»	CND	711 846
AU CHAPITRE – 19 01 Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures» POSTE – 19 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité des directions g énérales «Relations extérieures»	CND	1 335 057
AU CHAPITRE – 20 01 Dépenses administratives du domaine politique «Commerce» POSTE – 20 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale du commerce	CND	664 759
AU CHAPITRE – 21 01 Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP» POSTE – 21 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité des directions générales du développement	CND	812 945
AU CHAPITRE – 22 01 Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement» POSTE – 22 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale de l'élargissement	CND	342 074

AU CHAPITRE – 23 01 Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire»		
ARTICLE – 23 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Aide humanitaire»	CND	231 281
AU CHAPITRE – 25 01 Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»		
POSTE – 25 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»	CND	1 966 578
AU CHAPITRE – 26 01 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»		
ARTICLE – 26 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Administration de la Commission»	CND	1 510 942
AU CHAPITRE – 27 01 Dépenses administratives du domaine politique «Budget»		
ARTICLE – 27 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Budget»	CND	592 743
AU CHAPITRE – 28 01 Dépenses administratives du domaine politique «Audit»		
ARTICLE – 28 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Audit»	CND	121 872
AU CHAPITRE – 29 01 Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques»		
ARTICLE – 29 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Statistiques»	CND	887 730
AU CHAPITRE – 31 01 Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques»		
ARTICLE – 31 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Services linguistiques»	CND	4 449 729

JUSTIFICATION

Lors de la deuxième lecture du projet de budget 2009, le Parlement européen a placé 26,6 millions d'euros en réserve pour le paiement des salaires au siège. La réserve est plus importante que les crédits requis pour pourvoir les 234 nouveaux postes UE-2 nécessaires au siège (12,5 millions d'euros) et ne permettrait pas le remplacement d'environ 260 membres du personnel qui partiront à la retraite en 2009 (14,1 millions d'euros).

Si la réserve n'était pas levée, la Commission devrait interrompre l'ensemble des recrutements à compter de juin 2009 et disposerait d'environ 260 fonctionnaires de moins qu'en 2008 pour travailler aux priorités de l'Union; elle ne disposerait en outre d'aucun ressortissant de l'UE -2 (sur les 234 recrutements prévus) pour répondre aux besoins de l'élargissement.

Le Parlement européen a fixé cinq conditions pour la levée de la réserve.

1. En ce qui concerne la **présentation d'un rapport de suivi sur l'exercice d'analyse de la situation du personnel entamé en 2007** *(6,3 millions d'euros en réserve)* et
2. une **analyse détaillée des possibilités de redéploiement des fonctions administratives et de coordination** *(6,3 millions d'euros en réserve)*:

   Le rapport de la Commission sur le suivi de l'analyse de la situation pour 2009 est transmis par lettre distincte, adressée par Mme la commissaire Grybauskaite à M. Böge, président de la commission des budgets. Il explique comment la Commission répondra à ses besoins en ressources humaines jusqu'en 2013 grâce au redéploiement interne, avec des ressources constantes et un accent particulier mis sur deux analyses sectorielles (relations extérieures et communication). Il présente également des données 2009 mises à jour sur le personnel de la Commission travaillant dans des fonctions de support administratif et de coordination.

3. En ce qui concerne les lignes directrices garantissant la cohérence dans toutes les **mesures et activités** de communication de la Commission *(6,3 millions d'euros dans la réserve)*:

   En vue d'améliorer encore son image de communication institutionnelle, la Commission devrait adopter en mars 2009 des lignes directrices sur la coopération en matière de communication externe. Ces lignes directrices (dont une copie est transmise à l'autorité budgétaire, parallèlement, à la présente demande de virement) visent à clarifier les responsabilités et les tâches des différents acteurs intervenant dans la communication externe. Elles devraient permettre d'arriver à une harmonisation adéquate dans la présentation de la politique de communication par tous les acteurs concernés au sein de la Commission. Elles constituent un élément essentiel de promotion de l'image institutionnelle de la Commission.

4. En ce qui concerne les contributions communautaires aux fonds internationaux *(6,3 millions d'euros dans la réserve jusqu'à ce que la Commission* ***crée, dans tous les services concernés, des unités spécifiques chargées du suivi des contributions communautaires aux fonds internationaux)*** :

   La Commission a déjà grandement renforcé les systèmes de contrôle pour les fonds transitant par des organisations internationales. L'analyse de conformité «quadruple» a été mise en place pour garantir la responsabilité conférée par le règlement financier à toutes les agences gérant des fonds communautaires. Lors de la mise en œuvre de projets en gestion conjointe, les organisations internationales doivent satisfaire aux exigences suivantes:

   a) les procédures d'attribution de marchés et d'octroi de subventions doivent respecter les principes de transparence, de proportionnalité, de bonne gestion financière, d'égalité de traitement et de non-discrimination, d'absence de conflit d'intérêts, et de conformité aux normes internationalement reconnues;
   b) les subventions ne peuvent être cumulées ou octroyées rétroactivement;

c) les subventions doivent s'inscrire dans le cadre d'un cofinancement, sous réserve des dérogations prévues à l'article 253;
d) les subventions ne peuvent avoir pour objet ou pour effet de donner lieu à profit pour le bénéficiaire.

Ces exigences sont établies dans les conventions conclues avec les organisations internationales.

En outre, la surveillance sur le terrain a été renforcée et les missions de contrôle ont progressé en quantité et en qualité. Le personnel chargé de la surveillance et de l'audit des fonds internationaux est donc déjà présent dans les unités gérant les programmes concernés et dans les unités remplissant des fonctions spécifiques comme l'audit et le contrôle. La création d'unités spécifiques ne semble dès lors pas nécessaire et entraînerait une augmentation des frais généraux, que la Commission s'efforce de limiter afin de renforcer les activités opérationnelles sans augmenter les ressources humaines.

5. En ce qui concerne l'AGENCE D'APPROVISIONNEMENT D'EURATOM, *1,4 million d'euros seront libérés lorsque la Commission aura rempli les conditions suivantes* :

- ***inscription au budget de l'UE*** *(section III)* ***de la totalité de la contribution financière de la Commission à l'agence d'Euratom*** *(y compris les dépenses de personnel, de gestion et de fonctionnement) et publication séparée du tableau des effectifs dans le budget;*
- ***retrait en bonne et due forme de la proposition COM(2007)0108 portant création d'un règlement financier différent pour cette agence*** *.*

La Commission a maintenant retiré officiellement la proposition COM (2007)108 portant création d'un règlement financier spécifique pour cette agence.

En ce qui concerne l'inscription des dépenses de l'agence d'Euratom dans la section Commission du budget de l'UE avec un tableau des effectifs séparé, la Commission maintient que cela n'apporterait aucune valeur ajoutée et ne serait pas conforme aux recommandations de la Cour des comptes.

À cet égard, la Commission tient à souligner le caractère particulier de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom. Il s'agit d'une très petite entité employant 16 fonctionnaires. Ainsi que la Cour des comptes l'avait recommandé en 1993, les rémunérations et les frais immobiliers de l'agence ont été intégrés dans le budget de la Commission depuis 1994. Le directeur de l'agence est un fonctionnaire nommé par la Commission et les crédits sont inscrits au budget du domaine politique «Énergie et transports». Quant aux postes de l'agence, ils sont clairement identifiés dans une note de bas de page du tableau opérationnel des effectifs de la Commission, ce qui assure toute la transparence nécessaire. L'agence est donc parfaitement intégrée et contrôlée par la Commission.

La création d'une entité spécifique nécessiterait une augmentation substantielle des frais généraux pour pouvoir garantir un fonctionnement administratif adéquat, alors que la Commission s'efforce de limiter les fonctions de coordination et de support afin de renforcer les activités opérationnelles sans augmenter les ressources humaines. Il en résulterait un retour à la situation qui avait amené la Cour des comptes, en 1992/1993, à recommander l'intégration des dépenses de personnel et des dépenses immobilières de l'agence dans le budget de la Commission.

La Commission considère que les conditions fixées par le Parlement européen pour la levée de la réserve ont été remplies. Les crédits se trouvant dans la réserve sont nécessaires pour procéder au recrutement de nouveaux fonctionnaires. En conséquence, la Commission demande la levée de cette réserve.

Virement DEC 04/2009

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires économiques et financières»								
CND	728.465	0	0	0	728.465	**-728.465**	-100,00%	0
01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires économiques et financières»								
CND	0	0	0	0	0	**728.465**	0,00%	728.465
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 02 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Entreprises»								
CND	998.523	0	0	0	998.523	**-998.523**	-100,00%	0
02 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Entreprises»								
CND	0	0	0	0	0	**998.523**	0,00%	998.523
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 03 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Concurrence»								
CND	1.063.614	0	0	0	1.063.614	**-1.063.614**	-100,00%	0
03 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Concurrence»								
CND	0	0	0	0	0	**1.063.614**	0,00%	1.063.614
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 04 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Emploi et affaires sociales»								
CND	0	0	0	0	0	**-905.734**	0,00%	-905.734
04 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Emploi et affaires sociales»								
CND	61.123.534	0	0	54.876.950	6.246.584	**905.734**	1,48%	7.152.318
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 04 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Agriculture et développement rural»								
CND	0	0	0	0	0	**-1.409.843**	0,00%	-1.409.843
05 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Agriculture et développement rural»								
CND	95.143.362	0	0	74.484.206	20.659.156	**1.409.843**	1,48%	22.068.999
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 03 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Énergie et transports»								
CND	0	0	0	0	0	**-1.268.582**	0,00%	-1.268.582
06 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Énergie et transports»								
CND	85.610.334	0	0	1.569.005	84.041.329	**1.268.582**	1,48%	85.309.911
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 07 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Environnement»								
CND	858.647	0	0	0	858.647	**-858.647**	-100,00%	0
07 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Environnement»								
CND	0	0	0	0	0	**858.647**	0,00%	858.647
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 08 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Recherche»								
CND	0	0	0	0	0	**-134.337**	0,00%	-134.337

Virement DEC 04/2009

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	**Budget initial ±BR (1A)**	**AELE (1B)**	**Virements (2)**	**Exécution (3)**	**Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)**	**Virement proposé (5)**	**Variation (4/1A)**	**Total (4±5)**
08 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Recherche»								
CND	9.065.724	0	0	7.191.870	1.873.854	**134.337**	1,48%	2.008.191
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 09 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Société de l'information et médias»								
CND	0	0	0	0	0	**-588.589**	0,00%	-588.589
09 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Société de l'information et médias»								
CND	39.720.951	0	0	411.524	39.309.427	**588.589**	1,48%	39.898.016
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 11 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»								
CND	422.399	0	0	0	422.399	**-422.399**	-100,00%	0
11 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»								
CND	0	0	0	0	0	**422.399**	0,00%	422.399
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 12 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Marché intérieur»								
CND	643.985	0	0	0	643.985	**-643.985**	-100,00%	0
12 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Marché intérieur»								
CND	0	0	0	0	0	**643.985**	0,00%	643.985
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 13 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Politique régionale»								
CND	833.718	0	0	0	833.718	**-833.718**	-100,00%	0
13 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Politique régionale»								
CND	0	0	0	0	0	**833.718**	0,00%	833.718
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 14 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Fiscalité et union douanière»								
CND	0	0	0	0	0	**-617.672**	0,00%	-617.672
14 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Fiscalité et union douanière»								
CND	41.683.634	0	0	310.401	41.373.233	**617.672**	1,48%	41.990.905
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 15 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Éducation et culture»								
CND	699.382	0	0	0	699.382	**-699.382**	-100,00%	0
15 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Éducation et culture»								
CND	0	0	0	0	0	**699.382**	0,00%	699.382
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 16 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Communication»: siège								
CND	740.929	0	0	0	740.929	**-740.929**	-100,00%	0
16 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Communication»: siège								
CND	50.001.669	0	0	41.946.062	8.055.607	**740.929**	1,48%	8.796.536

Virement DEC 04/2009

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	**Budget initial ±BR (1A)**	**AELE (1B)**	**Virements (2)**	**Exécution (3)**	**Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)**	**Virement proposé (5)**	**Variation (4/1A)**	**Total (4±5)**
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 17 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»								
CND	0	0	0	0	0	**-1.055.305**	0,00%	-1.055.305
17 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»								
CND	71.217.330	0	0	3.338.041	67.879.289	**1.055.305**	1,48%	68.934.594
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 18 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice»								
CND	711.846	0	0	0	711.846	**-711.846**	-100,00%	0
18 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice»								
CND	0	0	0	0	0	**711.846**	0,00%	711.846
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 19 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité des directions générales «Relations extérieures»								
CND	1.335.057	0	0	0	1.335.057	**-1.335.057**	-100,00%	0
19 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité des directions générales «Relations extérieures»								
CND	90.096.465	0	0	73.633.739	16.462.726	**1.335.057**	1,48%	17.797.783
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 20 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale du commerce								
CND	664.759	0	0	0	664.759	**-664.759**	-100,00%	0
20 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale du commerce								
CND	44.861.310	0	0	7.815.365	37.045.945	**664.759**	1,48%	37.710.704
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 21 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité des directions générales du développement								
CND	812.945	0	0	0	812.945	**-812.945**	-100,00%	0
21 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité des directions générales du développement								
CND	54.861.644	0	0	1.014.635	53.847.009	**812.945**	1,48%	54.659.954
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 22 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale de l'élargissement								
CND	342.074	0	0	0	342.074	**-342.074**	-100,00%	0
22 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale de l'élargissement								
CND	23.084.883	0	0	207.529	22.877.354	**342.074**	1,48%	23.219.428
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 23 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Aide humanitaire»								
CND	231.281	0	0	0	231.281	**-231.281**	-100,00%	0
23 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Aide humanitaire»								
CND	0	0	0	0	0	**231.281**	0,00%	231.281
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 25 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Coordination des politiques de la								
CND	1.966.578	0	0	0	1.966.578	**-1.966.578**	-100,00%	0

Virement DEC 04/2009

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	**Budget initial ±BR (1A)**	**AELE (1B)**	**Virements (2)**	**Exécution (3)**	**Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)**	**Virement proposé (5)**	**Variation (4/1A)**	**Total (4±5)**
25 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»								
CND	132.714.710	0	0	101.078.122	31.636.588	**1.966.578**	1,48%	33.603.166
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 26 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Administration de la Commission»								
CND	1.510.942	0	0	0	1.510.942	**-1.510.942**	-100,00%	0
26 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Administration de la Commission»								
CND	0	0	0	0	0	**1.510.942**	0,00%	1.510.942
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 27 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Budget»								
CND	592.743	0	0	0	592.743	**-592.743**	-100,00%	0
27 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Budget»								
CND	0	0	0	0	0	**592.743**	0,00%	592.743
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 28 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Audit»								
CND	121.872	0	0	0	121.872	**-121.872**	-100,00%	0
28 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Audit»								
CND	0	0	0	0	0	**121.872**	0,00%	121.872
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 29 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Statistiques»								
CND	887.730	0	0	0	887.730	**-887.730**	-100,00%	0
29 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Statistiques»								
CND	0	0	0	0	0	**887.730**	0,00%	887.730
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 31 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Services linguistiques»								
CND	4.449.729	0	0	0	4.449.729	**-4.449.729**	-100,00%	0
31 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Services linguistiques»								
CND	0	0	0	0	0	**4.449.729**	0,00%	4.449.729
					Total PRÉLÈVEMENT CND	- 26.597.280		
					Total RENFORCEMENT CND	26.597.280		